

Burundi : pouvoir et opposition se trompent tous dans l'analyse de la situation

@rib News, 08/03/2016 « Le Burundi puissant et prospère est-il encore possible ? » Par Ann Makazanga Le pays des braves rois NTARE RUGAMBA et MWEZI GISABO, celui qui a vu naître le Prince RWAGASORE Louis et le président NDADAYE Melchior, se meurt. Un affaiblissement durable du Burundi s'installe, comme le diraient avec amertume les auteurs socialistes français de la tribune parue récemment dans le journal le monde. On pourrait se demander de façon légitime si sont allés les intellectuels et les patriotes burundais. En effet, il y a des vécus qui font rougir quand on y pense mais dont on ne peut malheureusement pas faire impasse. C'est affligeant mais c'est réel, le Burundi est le pays le plus pauvre de la planète : plus de 10 millions de personnes dans un état extrême de nécessité. Avec un Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant des plus minables de la planète, comprend bien que le revenu national est dramatique. S'il y a une faute majeure imputable à ceux qui gouvernent le pays depuis plus de 10 ans à retenir, c'est bien celle-ci. En effet, plus qu'un affaiblissement, un déclin et durable du pays s'installe et se perpétue et cela est inacceptable. Pour ceux d'entre nous qui ne sont pas habitués aux analyses macroéconomiques, il faut savoir que le revenu national a trois déterminants essentiels qui sont la consommation des ménages (habillement, nourriture, transport, scolarité des enfants, habitation, etc.), l'investissement entreprises et des ménages (dans l'outil productif, les usines, les industries, etc.) ainsi que la dépense publique (travaux publics de construction des infrastructures, des routes, des barrages hydroélectriques, des hôpitaux, des écoles, etc.). Un revenu national misérable, conséquence d'une gestion économique désastreuse et d'une absence de vision signifie que ses trois déterminants principaux qu'on vient évoquer sont en panne. La responsabilité première de la situation revient à ceux qui ont la charge de la gestion de l'Etat Burundais actuellement. Cet échec patent dans la gestion des affaires de la nation, cette faute grave contre le bien-être des Burundais, suffit à lui seul pour justifier un changement légitime de régime. La question de revendication contre un troisième mandat jugé illégal, qui est certainement pertinente eu égard à la Constitution du pays et aux Accords d'Arusha pour la paix et la réconciliation nationale en est qu'un corollaire. En effet, on peut sérieusement se poser la question essentielle d'un troisième mandat pour quoi faire ? Nonobstant, cette situation qui raisonnablement ne ferait retentir qu'un seul mot « le changement » (changement de politique, changement d'équipe, changement de régime, etc.) est très désoleant quant à son immobilisme. C'est ce paradoxe qui me pousse à me poser la question de la possibilité de réver encore un Burundi puissant et prospère. La grandeur de cette Nation pour laquelle les rois NTARE RUGAMBA et MWEZI GISABO se sont battu, grandeur pour laquelle le Prince Louis RWAGASORE et le Président Melchior NDADAYE ont donné leur sacrifice suprême, est actuellement mise en mal par une classe politique qui, dans son ensemble, a du mal à finir les intérêts supérieurs de la Nation avec lesquels on ne peut ni transiger ni marchander. Pour ma part, le pouvoir en place à Bujumbura et l'opposition politique burundaise se trompent tous dans l'analyse de la situation et par conséquent de solutions à apporter. C'est cette erreur d'analyse qui génère l'immobilisme face à une situation qui nous appelle que le pouvoir de Bujumbura Alors que l'ennemi numéro un du pouvoir en place à Bujumbura, ennemi qui le fera tomber incontestablement, est la misère qui accable les citoyens burundais de toutes les régions du pays et de toutes les ethnies, lui s'est fixé trois faux ennemis à savoir : - Les puissances occidentales avec une virulence particulière contre le royaume de Belgique et les Etats Unis d'Amérique. C'est une erreur car, les éléments fustigés par ses pays démocratiques sont réels : il s'agit notamment de la corruption qui gangrène l'Etat Burundais, du verrouillage de l'expression démocratique, du non-respect de la limitation des mandats et de la violation massive des droits de l'homme. Par ailleurs, se mettre à dos, sans cause légitime, les pays qui apportent un appui budgétaire de plus de 50%, c'est emprunter une voie suicidaire. - L'opposition politique qu'il accuse d'être à la solde des étrangers et de ne pas être assise populaire ni de projet politique. Cela se manifeste dans la persécution des leaders charismatiques de l'opposition (emprisonnement, exil, harcèlement judiciaire, etc.), la nyakurisation des partis politiques par le ministre de l'intérieur. S'il était vrai que l'opposition politique n'a pas de projet ni d'assise populaire et somme toute pourquoi cet acharnement excessif et obsessionnel sur lui ? Quant à l'accusation d'être à la solde des étrangers, qu'un fantasme. En effet, si cela était vrai, il aurait été judicieux de laisser le peuple souverain trancher : il a pu le faire par le passé au moment de l'indépendance, il n'en a pas de raison qu'il n'arrive pas maintenant qu'il a 50 ans d'indépendance. - Les Tutsi qu'il accuse pour certains d'être nostalgiques du passé. Cela est une erreur ont bel et bien accepté les institutions issues des accords d'Arusha et des élections générales de 2005. Cela avait permis une bonne intégration des anciens rebelles dans la nouvelle force de défense nationale qui était jusqu'ici la source majeure de ce régime. Si cette attitude a tendance à favoriser la solidarité ethnique, car ceux qui se sont illustrés dans la dénonciation des manquements de ce régime à majorité Hutu sont plutôt des personnalités de l'opposition Hutu (Monsieur Léonard NYANGOMA, le Général NIYOMBARE, Monseigneur NTAMWANA, etc.) ce qui est source d'inquiétude pour le pouvoir, elle a le défaut majeur de veiller les vieux démons de la division ethnique qui a endeu dramatiquement le pays dans le passé. La diffusion des germes de la division dans la force de défense et de sécurité notamment par l'indexation des ex-FAB est porteuse de grands dangers pour la République et constitue un recul désastreux. Si les tenants du régime de Bujumbura avaient aussi sur les chantiers économiques et sociaux qui assaillent le pays, la contestation contre un troisième mandat illégal, même légitime et pertinente, n'aurait pas osé branler ce régime. Le silence pesant du peuple Burundais ne signifie pas une acceptation d'une politique qui ruine le pays et le conduit directement dans le mur. Lorsqu'une alternative crédible sera identifiée, le changement sera inéluctable et irrésistible. Car, rien ne peut arrêter un peuple en marche pour une cause qu'il a fait sienne. 2° L'analyse de la situation du pays par l'opposition politique burundaise. La fronde de contestation d'un troisième mandat illégal qui est certainement légitime et pertinente, n'est pas pour autant une alternative politique pour un pays dans un grand marasme économique et social. Si les membres de l'opposition politique burundaise, qui sont dans l'ensemble

farouchement opposés au troisième mandat du président NKURUNZIZA, avaient élaboré un projet politique alternatif pour sortir le pays de l'impasse économique et social dans lequel il est plongé, et éviter ainsi la désintégration nationale. Il y a longtemps que le peuple tout entier les aurait suivis et soutenus largement. Le peuple burundais n'est certes pas content du pouvoir actuel mais il ne sait pas non plus comment sera géré le pays si le régime actuel arrivait à tomber. Son lourd silence n'est certainement pas une acceptation des conditions actuelles qui sont invivables et désolantes mais plutôt la traduction d'une grande incertitude de plonger dans l'inconnu. Il existe à mon sens trois raisons majeures de ce front que l'opposition politique burundaise peine à mobiliser alors que la situation n'a jamais été favorable au changement qu'aujourd'hui. Il s'agit notamment : - De la guerre des égos. Alors que les grands hommes sont rares et naissent naturellement par génération, dans l'opposition burundaise, chacun croit pouvoir assumer les fonctions suprêmes de la Nation. Ils se livrent donc à un spectacle désolant de positionnement, au lieu de mettre les intérêts supérieurs de la Nation avant les possibilités éventuelles de carrière politique personnelle. Si feu Professeur Ernest KABUSHEMEYE, intellectuel brillant, n'avait pas mis son égo à côté, le talentueux président NDADAYE n'aurait pas pu être gendarmé par les mains les élections présidentielles de 1993. C'est une cacophonie et une assemblée intellectuelle majeure que Monsieur Léonard NYANGOMA, Monsieur HUSSEN RAJABU, Monsieur Alexis SINDUHIJE, Monsieur Léonidas HATUNGIMANA, Monsieur Léonce NGENDAKUMANA, etc. ne puissent pas s'entendre pour soutenir dans les paroles et les actes celui d'entre eux qui soit intellectuellement capable, trahissent politiquement et ayant la sagesse nécessaire pour conduire l'opposition vers la victoire. Le jugement de l'Histoire sera impitoyable à leur égard. - La multiplication de politiques potentiels mangeoires au lieu de soutenir sérieusement un vaste rassemblement avec un projet politique, économique et social clair. Ces cloisonnements, au profit des intérêts qui ne traduisent pas réellement la volonté profonde d'un peuple en lutte pour sa survie, entretiennent l'immobilisme et l'inefficacité opérationnelle. Je ne suis pas contre la pluralité des opinions et des idées qui est vitale en démocratie. Mais il faut que les gens comprennent que sans projet politique, économique et social commun, autour duquel ils peuvent se rassembler, ils ne pourront jamais construire une alternative capable d'inquiéter le pouvoir de Bujumbura. Cela vaut aussi pour tous ceux qui seraient tentés par la voie armée pour résoudre l'épineuse question de la bonne gouvernance au Burundi. - La mauvaise image que la communauté internationale pourra apporter la solution à la crise burundaise en lieu et place des Burundais. Cela s'est vu notamment dans les espoirs déçus pour une MAPROBU (comme feu sa grande sœur MIPROBU) qui ne viendra jamais au Burundi et Dieu merci. Partout au monde (en Somalie, en République Centrafricaine, au Mali, en Syrie, en Libye, etc.), les exemples sont légion, ces forces étrangères n'ont jamais apporté la paix durable. Toutes les avancées significatives qu'a connues le Burundi, l'ont été grâce aux sacrifices des fils et filles de ce pays. Personne ne viendra mourir pour les Burundais : c'est un leurre. Plus tôt les politiciens burundais comprendront cette réalité qui crève les yeux, plus rapidement le pays sortira de la crise. Le pays renferme les ressources matérielles et intellectuelles suffisantes pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une solution durable à la crise actuelle. La seule question qui va actuellement est de savoir quand prendra fin le moment des illusions pour notre classe politique afin de se mettre véritablement en mouvement dans le monde réel. En conclusion intermédiaire, nous pouvons affirmer que si le pouvoir en place à Bujumbura se trompe d'ennemi, l'opposition politique burundaise se trompe de méthode. Et dans cela, le grand perdant c'est le peuple Burundais. 3° Le Burundi n'a de problèmes de talents mais un problème de mauvais gestionnaires. Si les propos magiques des personnes comme Maître Isidore RUFYIKIRI qui vont jusqu'à nier l'existence même de la Nation burundaise, qui est pourtant multiculturelle, en proposant des élections intracommunautaires ethniques, poussent à s'interroger sur la qualité de l'intelligentsia burundaise, d'autres faits nous montrent le contraire heureusement. Je n'en citerai que trois en guise d'exemple : - Les militaires burundais envoyés dans des missions de maintien de la paix à l'étranger se sont illustrés en défendant les couleurs nationales toute ethnies confondues, par leur bravoure et leur discipline. L'efficacité qu'ils ont prouvée en mission de maintien de la paix à l'étranger, ils sont capables de le réitérer en défendant le territoire national et ses valeurs. C'est à dire d'être injure et un paradoxe que de proposer d'envoyer des militaires étrangers pour établir la paix au Burundi, alors qu'au même moment, ses fils et filles sont en mission de maintien de la paix à l'extérieur du pays. La fierté nationale est une valeur à ne pas bafouer. - Les médecins spécialistes burundais sont appréciés sur tous les continents. Ils sont des centaines à travailler, même dans les pays les plus avancés de la planète et dans les domaines les plus pointus comme l'anesthésie-réanimation, la néonatalogie, la chirurgie infantile, etc. et cela aussi bien dans les CHU et que dans les hôpitaux généraux. - Les Professeurs d'Université se classent bien dans les concours internationaux d'agrégation et sont bien accueillis comme professeurs titulaires ou visiteurs dans les différentes universités du monde. Il est donc incontestable que le pays regorge de talents. Ce qui est incompréhensible, c'est l'absence de résultats satisfaisants dans les domaines économiques et sociaux qui feraient sortir le peuple burundais de la misère et améliorer son bien-être global. Comme le problème de talent ne se pose pas, il est évident que le problème est organisationnel et une problématique de l'organisation et de gestion de l'Etat pour coordonner les différents acteurs et ressources : et cela incombe au pouvoir politique. En conclusion, la construction d'un Burundi puissant et prospère est de l'ordre du possible et du réalisable. Bien qu'il soit nécessaire que chacun apporte sa pierre pour la construction de cet édifice, il est clair que la grande part revient à ceux qui ont fait de la politique leur métier. La question majeure qui a déchiré le tissu national pendant longtemps, et que le pouvoir actuel et quelques autres marginaux caressent actuellement, est loin d'être ethnique ou régionale mais plutôt un problème de gestion et de répartition équitables des ressources nationales. Le reste est en réalité au second plan. Sur le territoire burundais vit un peuple ayant une même langue et une même culture et surtout un destin commun : c'est la Nation burundaise. Elle a connu, de par le passé, des moments difficiles et tumultueux mais a su toujours se relever. Aux braves citoyens, à clairer par l'intelligentsia talentueuse nationale, de prendre leur destin en main pour continuer à écrire leur belle histoire qui n'a jamais cessé de nous étonner et de nous émerveiller par ses multiples rebondissements. Je vous remercie ANN MAKAZANGA